



### **ASSISES DE LA PROTECTION SOCIALE**

10 mars - 10 octobre 2025 Assemblée des Français de l'étranger

# Protection sociale des Français de l'étranger



Etat des lieux de la Direction de la sécurité sociale (DSS)















Liberté Égalité Fraternité Direction de la sécurité sociale

# Le rôle de la Direction de la sécurité sociale





10 mars - 10 octobre 2025

Assemblée des Français de l'étranger

Conception des politiques publiques et définition des règles juridiques

Définition des politiques de sécurité sociale

Elaboration de la politique de financement des organismes

Elaboration de la règlementation inscrite dans le code de la sécurité sociale

Pilotage des finances sociales

Préparation de prévisions financières

Préparation des LFSS

Coordination du processus de certification des comptes

Pilotage des organismes de sécurité sociale

Tutelle de la CNAM, CNAV, CNAF, ACOSS, MSA et régimes spéciaux

Négociation et suivi des conventions d'objectifs et de gestion (COG)















# Les missions Europe & International de la DSS



Suivi des engagements européens de la France en matière de sécurité sociale

Négociation et mise en œuvre des règlements européens de coordination

Participation aux instances européennes compétentes en matière de sécurité sociale

Mise en conformité du droit national avec le droit européen Suivi des engagements internationaux de la France en matière de sécurité sociale

Négociation et conclusion des conventions bilatérales de sécurité sociale

Suivi de la mise en œuvre des conventions bilatérales de sécurité sociale

## Tutelle d'organismes et coopération technique

Tutelle de la CFE et du Centre de liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (CLEISS)

Coopération technique via Expertise France



















#### **ASSISES DE LA PROTECTION SOCIALE**

10 mars - 10 octobre 2025

Assemblée des Français de l'étranger

#### **UE-EEE-Suisse**

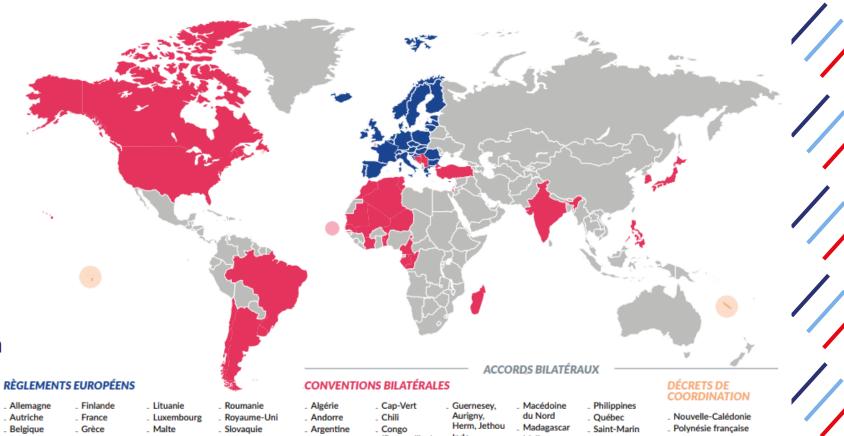
Règlements de coordination

#### Pays hors UE

Conventions bilatérales

#### Outre-mer

Décrets de coordination



<ul> <li>Allemagne</li> </ul>
<ul> <li>Autriche</li> </ul>
_ Belgique
- Bulgarie
Chypre
Croatie
<ul> <li>Danemark</li> </ul>

Estonie

Hongrie Norvège Irlande Pays-Bas Islande Pologne Italie Portugal

Liechtenstein

Slovénie

République

Bénin Suède Bosnie-Herzégovine Suisse

Canada

(Brazzaville / Corée du Sud

Gabon

Japon États-Unis

Maroc Mauritanie

Sénégal Serbie Tunisie Monténégro

Turquie

Uruguay

Saint-Pierre-et-Miguelon





ASSISES DE LA
PROTECTION SOCIALE

10 mars - 10 octobre 2025

Assemblée des Français

Assemblée des Français de l'étranger

Une progression de la mobilité, en termes de flux humains et financiers (cf. données CLEISS 2023) :



9,44 Md€ de prestations ont été servies par la France à l'étranger en application des règlements européens, des accords bilatéraux de sécurité sociale, et de la législation interne française (+6,6% par rapport à 2022)



Hausse de 19% du détachement intra-européen avec 3,58 millions de certificats A1 émis par les Etats de la zone UE/EEE/Suisse. La France est le 2ème pays d'accueil et le 4ème pays d'envoi.



 Hausse de 31% du détachement de travailleurs français à l'étranger avec 272 000 certificats émis par la France à plus de 104 000 travailleurs.



1,69 million de français expatriés, selon les registres consulaires (+0,5%)



35 747 personnes arrivées en France, immigration du travail ou familiale (-35%)









Assemblée des Français de l'étranger

### Au sein de l'UE/EEE/Suisse et Royaume-Uni

Objectif: appliquer les législations nationales de façon à :

- Faciliter la mobilité des personnes
- Limiter les effets négatifs de la mobilité

Les règles de coordination ne s'appliquent qu'en cas de mobilité transfrontalière



- Des différences subsistent entre les régimes de sécurité sociale des Etats
- Articulation des régimes nationaux de sécurité sociale sans modifier les règles nationales



Direction de la sécurité sociale















de l'étranger

### Les grands principes :



Le règlement des conflits de lois



Principe d'égalité de traitement



L'assimilation de faits ou évènements constatés ou survenus



Conservation des droits acquis et maintien des droits en cours d'acquisition



Le non cumul de prestations



Direction de la sécurité sociale











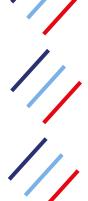






### Par la conclusion de conventions bilatérales avec des Etats hors UE/EEE/Suisse et Royaume-Uni

- Objectif: garantir la continuité des droits à la protection sociale pour les personnes en mobilité internationale dans les États extra-communautaires
- lever les conditions de résidence ou de stage pour l'accès aux prestations
- totaliser les droits lors du calcul de la retraite, notamment les périodes d'activité
- bénéficier du statut de travailleur détaché, pour exercer temporairement son activité dans l'autre Etat tout en restant affilié dans l'Etat habituel d'emploi





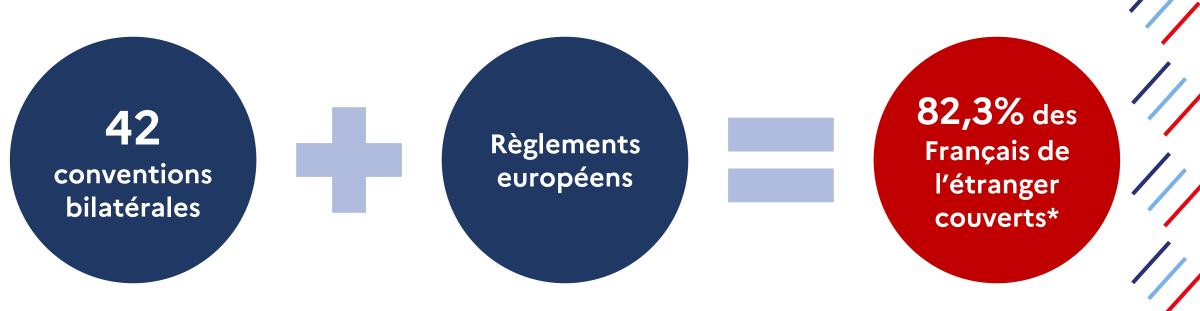




PROTECTION SOCIALE

10 mars - 10 octobre 2025

Assemblée des Français de l'étranger



\*Pourcentage des Français de l'étranger inscrits au registre des Français établis hors de France dans un Etat couvert par les règlements ou une convention en 2023, source: ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



Direction de la sécurité sociale





## Le régime des assurés volontaires à l'étranger



- Régime à adhésion volontaire
- Géré de manière autonome par la Caisse des Français de l'étranger avec une obligation d'équilibre entre recettes et dépenses
- Risques couverts: maladie-maternité, AT/MP, invalidité, retraite
- Permet aux Français de l'étranger de bénéficier d'une meilleure couverture sociale, en complément <u>ou</u> en l'absence d'une convention bilatérale de sécurité sociale entre leur Etat de













# Tutelle de la Caisse des Français de l'étranger





#### ASSISES DE LA

10 mars - 10 octobre 2025

Assemblée des Français de l'étranger

Prévue aux articles L.766-10 et R. 766-63 du code de la sécurité sociale

Exercée conjointement avec la Direction du budget du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Budget autonome avec une subvention du programme 151 du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères au titre de la catégorie aidée

Encadrée depuis 2014 par une « convention de partenariat » qui prévoit notamment des objectifs et le budget de fonctionnement de la CFE pour chaque année

**COP actuelle : 2022-2025** 



## Le rôle de la DSS



PROTECTION SOCIALE

10 mars - 10 octobre 2025

Assemblée des Français de l'étranger

Négocier, signer et suivre la mise en œuvre de la COP entre l'Etat et la CFE

Participer aux conseils d'administration (CA)

Vérifier la conformité des décisions du CA avec les dispositions législatives et règlementaires applicables à la CFE

1//



1//

///

///

Informer la CFE des projets de réformes nationales susceptibles d'impacter son activité

Apporter une expertise juridique à la direction et au CA

Préparer signer et organiser la publication des arrêtés relatifs aux cotisations et garanties



## Les spécificités de la CFE



# Organisme de sécurité sociale qui évolue dans un environnement compétitif

- Chargé d'une mission de service public
- En concurrence avec les assureurs privés, qui sont aussi des partenaires (complémentaires CFE)
- Financement quasi-exclusif par les adhésions volontaires (hors comptes sociaux)

## Un dispositif solidaire : la catégorie aidée

- Cotisation réduite pour les foyers aux revenus modestes
- Dispositif géré par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères en lien avec le réseau consulaire

## Des avantages comparatifs uniques

- Carte Vitale pour la prise en charge des soins en France
- Continuité des droits au retour en France
- Possibilité de cotiser au régime général de retraite (avec prise en compte du montant des salaires)















### **Evolutions de la CFE**



Caisse autonome créée en 1978

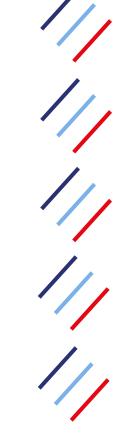
Loi de réforme de la CFE en 2018

Impacts de la crise sanitaire

Réflexion en cours

- Simplification de l'offre pour les individuels: grille tarifaire selon l'âge et la composition du foyer, adaptation du niveau de remboursements selon le type de soins et par pays
- Réforme de la gouvernance de la CFE : partenariats avec des assureurs privés facilités, simplification de la composition et de l'élection du CA

- Hausse des dépenses et coûts de soins de santé dans le monde
- Moindre recours par les entreprises à l'expatriation de salariés face au développement des contrats de droit local
- Lancement le 8 janvier d'une mission conjointe de l'IGAS et de l'IGF sur le modèle économique de la caisse





## Un environnement changeant

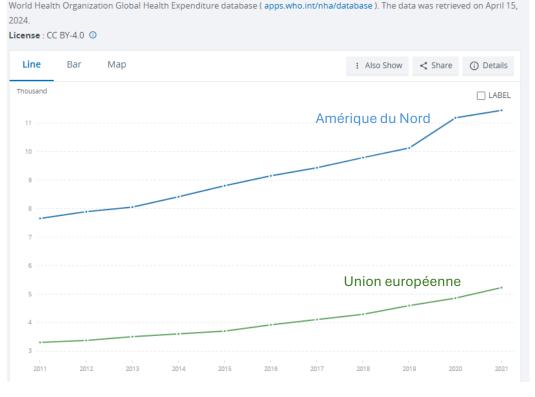


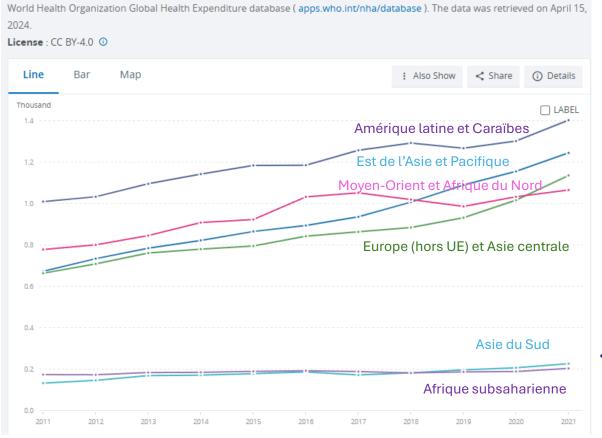
ASSISES DE LA PROTECTION SOCIALE

10 mars - 10 octobre 2025

Assemblée des Français de l'étranger

Evolution entre 2011 et 2021 des dépenses de santé par habitant en dollars (parité de pouvoir d'achat)







Direction de la sécurité sociale

Sources: OMS, Base de données de la Banque Mondiale